

13 JUIL. 2018

PRÉFET DU VAR

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
du Var

Société JOSEPH COSTAMAGNA
Quartier "La Tuilière"
route nationale 7

83480 PUGET-SUR-ARGENS

Service de l'Eau et des
Milieux Aquatiques du Var

Dossier suivi par :
Corinne FIORENTINO
Virginie LEMAIRE
Tél. : 04 94 46 81 48 / 80 30
Fax : 04 94 46 82 09

Mél : ddtm-sema@var.gouv.fr

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Aménagement des terrains du Colombier (logements collectifs, commerces, voie et parkings) sur la commune de Fréjus**

Courrier de notification de décision

Copie à : Agence Française pour la Biodiversité
Monsieur le Maire – Place Camille Formigé – 83600 FRÉJUS
Acri-HE/HGM - 45 rue Frédéric Joliot Curie – BP 60123 – 13382 MARSEILLE Cedex 13

Réf. : **83-2018-00059 (D 1701)**

TOULON, le 11 juillet 2018

Monsieur,

Par courrier en date du 05 mars 2018, vous avez déposé un dossier de déclaration, complété le 04 juillet 2018 concernant votre projet :

Ensemble immobilier "Le Colombier" composé de 192 logements collectifs, de bâtiments d'activités et de commerces, de voie structurante et de parkings sur la commune de Fréjus

dossier enregistré sous le numéro : **83-2018-00059 (D 1701)**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération. J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Fréjus pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Var durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

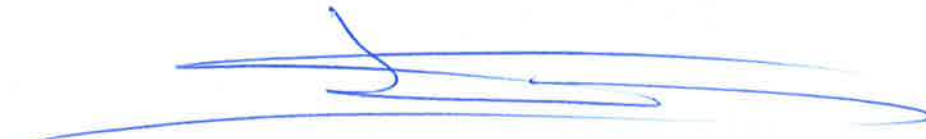
1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
Pour la Chef du service de l'eau et des milieux aquatiques,
Le chef du bureau lutte contre les pollutions urbaines,



Dominique MAUMONT

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.